

# Une reprise efficace et équitable de l'éducation – 10 principes établis par l'IE et l'OCDE

10 principes

de

l'OCDE et l'IE

Projet fusionné  
20 mars 2021

# Introduction

La pandémie de Covid-19 a entraîné la fermeture fréquente des établissements scolaires dans la plupart des pays du monde et a engendré la suspension de la scolarisation d'au moins 1,2 milliard d'élèves en 2020 et 2021. Si un grand nombre de systèmes éducatifs ont pu s'adapter à des degrés divers, la pandémie a démontré que les infrastructures d'apprentissage actuelles des pays restent hautement vulnérables face aux chocs extérieurs. Bien que les écoles aient fait preuve d'une grande résilience en s'efforçant de compenser la crise, elles doivent être mieux préparées à des difficultés de ce type. Les systèmes éducatifs doivent assurer la continuité de l'apprentissage, lequel doit être au centre de toutes les considérations.

Constatant les bouleversements provoqués par la crise sanitaire et leurs impacts probables sur la qualité et l'équité de l'éducation, le secrétariat de l'OCDE et l'Internationale de l'Éducation ont, sur la base de leurs travaux respectifs menés durant la pandémie, publié conjointement 10 principes pour faciliter la collaboration entre les autorités éducatives, la profession enseignante et les organisations qui la représentent, pour les aider à traverser la crise efficacement et remodeler les systèmes éducatifs après la pandémie, afin d'atteindre des niveaux plus élevés de qualité et d'équité au sein de l'éducation. Les systèmes éducatifs du monde entier ont rencontré des problèmes similaires, mais ont développé des approches et des expériences différentes. Les 10 principes présentés ici ont également pour objectif de contribuer à la définition d'un cadre pour la coopération internationale et l'apprentissage par les pairs.

Le retour à l'école et à l'enseignement présentiel varie d'un pays à l'autre. Ceci suppose que les pays doivent être préparés à alterner trois modèles de scolarisation dans un avenir proche, appliqués parfois simultanément dans les différentes régions de leur territoire : 1) enseignement présentiel accompagné de mesures sanitaires adéquates, 2) scolarisation hybride combinant enseignement présentiel et distanciel, et 3) enseignement distanciel organisé selon diverses modalités. La préparation à ces différentes possibilités est essentielle pour assurer la continuité de l'apprentissage durant la pandémie.

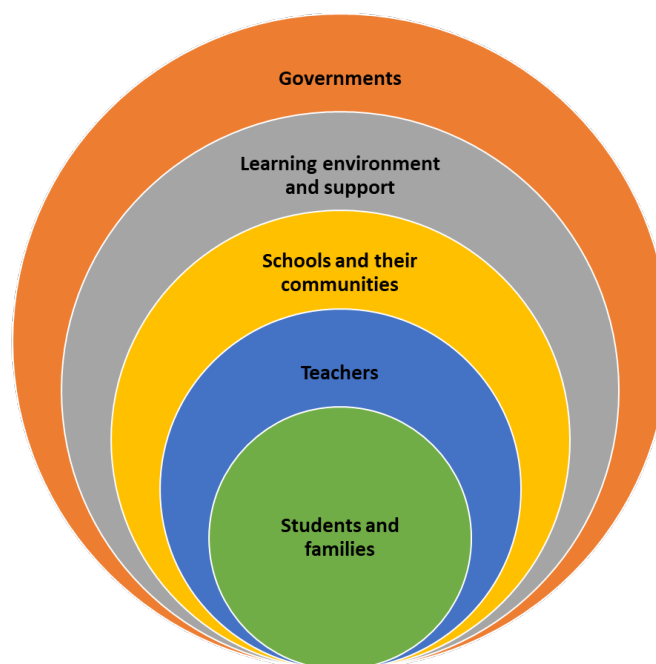
Il est crucial que les systèmes éducatifs puissent se relever des conséquences de la crise sanitaire, tant pour la santé sociale et économique de nos sociétés que pour leur relance globale. La pandémie a fortement exacerbé les inégalités au sein de l'éducation, tout comme dans la société en général. La lutte contre l'accès inégalitaire des élèves aux prestations éducatives et à l'apprentissage pendant et après la pandémie doit être un principe central d'une relance efficace des systèmes éducatifs.

# Principes pour une reprise efficace et équitable de l'éducation

L'objectif de ces principes est double : 1) au sein des pays et des juridictions éducatives, assurer le plus efficacement et le plus équitablement possible la continuité de l'apprentissage et de l'amélioration du développement et du bien-être des élèves ; et 2) pallier les retards d'apprentissage et les écarts en termes de réussite scolaire dus à la crise. Par conséquent, les principes sont organisés en deux parties.

La prospérité de nos économies et l'épanouissement dans la vie reposent sur des opportunités équitables de pouvoir se développer sur le plan cognitif, social et émotionnel. Il s'agit d'une obligation fondamentale que doit remplir toute société pour permettre à chaque élève de réussir son apprentissage. Les élèves sont donc au centre de ces principes, qui visent à répondre à leurs besoins éducatifs cognitifs, sociaux et émotionnels pendant et après la pandémie, avec l'aide de leurs familles et le soutien actif des enseignant·e·s, des établissements scolaires et de la communauté en général (figure 1). Ces principes confirment également que les enseignant·e·s ne sont jamais plus efficaces que lorsque leurs besoins en termes de santé, de sécurité et de bien-être sont reconnus et pris en compte. Les meilleures conditions pour rencontrer ces objectifs sont réunies lorsque tous les partenaires engagés dans la reprise de l'éducation travaillent ensemble.

Figure 0.1 : écosystème de la reprise



Les gouvernements doivent prévoir des institutions de soutien, des financements et des cadres réglementaires pour assurer une reprise efficace et équitable qui privilégie les élèves le plus durement

touché·e·s par la crise. Les plans de relance nationaux mis en place pour assurer une reprise efficace doivent donc soutenir les initiatives qui sont prises pour relever le secteur de l'éducation. De manière plus générale, les différentes parties prenantes et les responsables politiques de l'éducation nécessiteront un financement stable pour développer des stratégies appropriées capables de revitaliser l'éducation, de combler les déficits de l'apprentissage et de surmonter les effets préjudiciables de la pandémie. L'ensemble des acteurs devront travailler dans un esprit de confiance pour atteindre l'objectif commun de restaurer et relancer la formation des élèves.

La pandémie et les appels à la reprise qui ont succédé ont mis en lumière la nature interconnectée des pays. Les élèves doivent savoir que le monde exigera davantage de collaboration internationale et de sensibilisation face aux défis qui l'attendent. Il faut notamment mieux sensibiliser au changement climatique et à ses conséquences, contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable au travers des initiatives des élèves, insister davantage sur la résolution de problèmes complexes et mettre en lumière les compétences du 21<sup>e</sup> siècle telles que la créativité, l'esprit critique, la résolution collaborative des problèmes et la communication.

Les 10 principes sont présentés ci-après. Ce document comporte également des encadrés qui, selon l'OCDE et l'IE, offrent des exemples intéressants de réponses politiques et concrètes à la pandémie, même s'il est encore trop tôt pour évaluer pleinement les politiques adoptées durant la pandémie.

## 10 principes pour une reprise efficace et équitable de l'éducation

### Principes pour la scolarisation durant la pandémie

1. Maintenir autant que possible les écoles ouvertes et en toute sécurité.
2. Garantir l'équité et adapter les ressources aux besoins.
3. Créer une infrastructure d'apprentissage à distance conçue pour s'adresser à l'ensemble des élèves.
4. Soutenir les enseignant·e·s dans leur vie professionnelle.
5. Offrir aux enseignant·e·s et aux parents les moyens de soutenir les élèves.

### Principes pour une reprise en faveur d'une éducation efficace et équitable

6. Apporter un soutien ciblé pour répondre aux besoins éducatifs, sociaux et émotionnels des élèves.
7. Concevoir une infrastructure d'apprentissage numérique performante avec les enseignant·e·s et les parties prenantes.
8. Donner aux enseignant·e·s les moyens d'exercer leur professionnalisme et leur offrir des opportunités de formation professionnelle.
9. Encourager une culture collaborative de l'innovation.
10. Tirer des enseignements des études nationales et internationales.

# Scolarisation durant la pandémie

L'objectif majeur durant la pandémie consiste à assurer la continuité de l'apprentissage et à protéger le bien-être des élèves. L'apprentissage et l'enseignement ne sont pas uniquement un service transactionnel, ils supposent également une expérience sociale et relationnelle. La fermeture des établissements scolaires a mis en évidence leur importance en tant que lieux propices à l'interaction sociale. La pandémie a limité la dimension sociale de l'apprentissage, que ne peuvent reproduire pleinement les moyens virtuels.

## **Principe 1. Maintenir autant que possible les écoles ouvertes et en toute sécurité.**

Durant une pandémie, il est essentiel d'assurer la fiabilité et la prévisibilité des services d'éducation pour les élèves et les parents. Même durant la fermeture des écoles, chaque élève doit avoir un contact quotidien et spécifique avec ses enseignant·e·s. Il importe d'éviter les longues périodes d'apprentissage à distance. Les programmes quotidiens d'enseignement hybride se veulent plus efficaces que les programmes hebdomadaires ou mensuels.

La pandémie a mis en avant le rôle essentiel des écoles dans le cadre de l'éducation des enfants et des jeunes. Dans la mesure du possible, les écoles doivent rester ouvertes, en appliquant des mesures sanitaires adéquates pour minimiser les risques pour les élèves, le personnel et le reste de la population. Il importe de définir un ensemble de critères transparents pour les écoles et les services d'éducation, tels que les bulles sociales stables, le port du masque, la ventilation, le dépistage, la quarantaine, la vaccination, la fermeture des classes ou des écoles, avec suffisamment de flexibilité pour les mettre en œuvre en première ligne. L'apprentissage hybride et l'apprentissage à distance doivent être les deuxième et troisième options privilégiées, uniquement lorsque le maintien des écoles ouvertes rend impossible de garantir la sécurité des élèves et du personnel. L'apprentissage hybride permet aux écoles de prendre en charge un nombre moins élevé d'élèves à n'importe quel moment et peut prendre diverses formes : études en alternance, enseignement moins fréquent à des classes entières, alternance d'activités présentiels et distancielles. Il est essentiel de définir des critères et des principes directeurs transparents, en se basant sur les niveaux d'infection et d'autres facteurs pertinents pour déterminer les différentes modalités de scolarisation, tout comme il importe de disposer de suffisamment de flexibilité pour les mettre en œuvre en première ligne. La collaboration est le meilleur moyen de réunir les conditions les plus propices à l'apprentissage, l'évaluation et le développement social et émotionnel. Les juridictions et les autorités éducatives doivent travailler ensemble avec les enseignant·e·s et leurs organisations, les parents, les communautés et les diverses parties prenantes de l'éducation pour atteindre cet objectif.

Face aux contraintes liées à la capacité d'apprentissage, se traduisant le plus souvent par un temps d'apprentissage effectif plus limité, les systèmes éducatifs doivent définir clairement leurs priorités concernant les matières à enseigner, afin de pouvoir maintenir un équilibre entre le développement cognitif, social et émotionnel des élèves. Lorsque l'enseignement présentiel est limité ou restreint, la priorité doit être donnée à l'enseignement de nouvelles matières, à la préparation et à la révision des matières apprises à distance, à la motivation, au développement de stratégies d'apprentissage efficaces et à l'apprentissage social. L'enseignement présentiel est particulièrement important dans le cadre de l'éducation de la petite enfance, où les contacts directs avec les éducateur·rice·s sont primordiaux et les alternatives numériques moins efficaces.

## **Principe 2. Garantir l'équité et adapter les ressources aux besoins.**

La crise provoquée par la pandémie doit être suivie d'une reprise visant à lutter contre les inégalités. Les besoins des élèves issu·e·s de milieux socio-économiquement défavorisés et des élèves particulièrement touché·e·s par la crise, comme les enfants exposés aux risques de maltraitance ou présentant des problèmes de santé mentale, doivent faire l'objet d'une attention et d'un soutien supplémentaires. Il conviendrait, par exemple, de mettre en place des équipes d'encadrement ou d'accompagnement. Ces initiatives visant à répondre à la diminution des opportunités d'apprentissage et à faire face aux répercussions sociales et émotionnelles de la pandémie sur la vie des élèves doivent se baser sur un diagnostic et une évaluation de l'ensemble du système. Lorsque la capacité de l'école est limitée en raison des exigences en termes de distanciation sociale, il importe que les jeunes enfants et les élèves défavorisé·e·s aient un accès prioritaire à l'enseignement présentiel. Les services éducatifs, sanitaires ou d'autres services sociaux pourraient nécessiter une plus grande coordination, supposant soit une réaffectation soit une augmentation des ressources. Les ressources doivent être adaptées aux besoins et refléter en toute transparence la situation sociale et économique des élèves et des écoles (ex. au travers d'un formulaire de financement). Il s'agit, entre autres, de s'attaquer aux inégalités d'accès aux ressources d'apprentissage via Internet, les technologies numériques ou d'autres moyens.

## **Principe 3. Créer une infrastructure d'apprentissage à distance conçue pour s'adresser à l'ensemble des élèves.**

Dans certains pays, l'accès des élèves aux diverses formules d'apprentissage à distance qui ont vu le jour durant la pandémie demeure inégal et les premières études montrent que les écarts d'apprentissage se creusent entre les élèves en fonction de leur situation sociale et géographique. Avant la pandémie, un grand nombre de pays ne disposaient pas d'une infrastructure cohérente pour l'enseignement à distance. Les pays doivent développer une infrastructure multimodale pour l'enseignement à distance, conçue pour soutenir l'apprentissage, qui permettrait d'offrir un ensemble diversifié d'opportunités d'apprentissage aux élèves qui en ont besoin. Cette infrastructure d'enseignement à distance doit s'accompagner de la mise en place de canaux permettant d'assurer un suivi efficace, entre les enseignant·e·s et les responsables d'établissement scolaire, entre les établissements scolaires et les familles. La création et l'évaluation d'une telle infrastructure supposent la participation et l'engagement de la profession enseignante, des parties prenantes et des organisations pertinentes, afin de pouvoir s'appuyer sur leurs expériences de l'organisation de l'enseignement à distance durant la pandémie. Il s'agit de tenir compte des multiples réalités en ce qui concerne l'accès aux différents médias présents sur leurs territoires et de faire en sorte que la dimension interactive de l'apprentissage avec les enseignant·e·s, les pairs et la communauté soit maintenue. Une approche multimodale peut englober les outils d'enseignement virtuel, les plateformes d'apprentissage en ligne, les cours diffusés à la radio et à la télévision, les feuilles de travail, les réseaux sociaux, ainsi que l'utilisation de textes et d'appels pour soutenir l'apprentissage des élèves. Investir dans ce type de structure de soutien peut contribuer à créer un environnement d'apprentissage plus cohérent et plus inclusif à long terme.

## **Principe 4. Soutenir les enseignant·e·s dans leur vie professionnelle.**

Dans la mesure où, aujourd'hui comme demain, les enseignant·e·s et les écoles resteront au centre de l'apprentissage de l'élève, leurs conditions de travail et leurs besoins de formation professionnelle doivent être adaptés pour soutenir leur travail, pendant la pandémie et durant la relance après la pandémie.

La satisfaction professionnelle des enseignant·e·s, leur bien-être, leurs convictions et leur professionnalisme sont interconnectés et ont une influence sur les résultats des élèves. La satisfaction

professionnelle a un impact positif sur les enseignant·e·s, la culture de l'école et, en définitive, sur les élèves. Le bien-être des enseignant·e·s et celui des élèves sont indissociables. La pandémie a mis sous pression les communautés scolaires, les enseignant·e·s, le personnel des écoles, les élèves, auxquels ils enseignent et qu'ils soutiennent, et leurs parents. Un grand nombre d'enseignant·e·s ont constamment lancé de petites initiatives innovantes pour s'adapter à une situation en rapide évolution : actualiser les mesures de protection sanitaires, adapter les stratégies d'enseignement et d'apprentissage, répondre aux besoins d'apprentissage social et émotionnel de leurs élèves et veiller à répondre à leurs propres besoins de formation professionnelle.

En présence des enseignant·e·s et de leurs syndicats, les juridictions et les autorités éducatives doivent réévaluer les conditions de travail des effectifs en vue d'identifier les domaines devant être améliorés pour leur permettre de se montrer le plus efficaces possible durant la pandémie et la reprise après la pandémie. Ce type d'initiative pourrait se révéler particulièrement bénéfique dans les écoles défavorisées, où les enseignant·e·s sont le plus susceptibles de devoir exercer leur profession dans des conditions défavorables. Cette réévaluation demeurera essentielle durant la reprise après la pandémie.

**Principe 5. Offrir aux enseignant·e·s et aux parents les moyens de soutenir les élèves.**

Les enseignant·e·s doivent pouvoir soutenir l'apprentissage à distance en communiquant régulièrement avec leurs élèves (et les familles si nécessaire) et doivent, à leur tour, être soutenu·e·s pour le faire efficacement. Le professionnalisme des enseignant·e·s étant l'élément de base pour soutenir l'apprentissage et le bien-être des élèves, les systèmes éducatifs doivent également soutenir les enseignant·e·s pour pouvoir le faire. Les systèmes éducatifs et les écoles doivent prévoir des moyens et des plages horaires pour la communication avec les élèves et leurs familles, ainsi que des formations, des possibilités pour les enseignant·e·s de travailler en réseau avec leurs collègues et des ressources pédagogiques pour soutenir l'apprentissage à distance et leur permettre de consacrer plus de temps aux interactions bilatérales avec les élèves. Ils doivent être habilités à adapter les programmes d'études aux besoins et à la situation des élèves. Outre le soutien à apporter aux enseignant·e·s, les systèmes éducatifs doivent prévoir des ressources pour aider les parents à soutenir l'apprentissage et le bien-être de leurs enfants. Des directives efficaces pour la sécurité en ligne, préparées par les juridictions en collaboration avec les enseignant·e·s et les parents, doivent être mises en place. Les enseignant·e·s doivent pouvoir s'aider de protocoles pour la sécurité en ligne.

Au-delà de la continuité du développement académique, une approche globale de l'éducation centrée sur l'apprentissage socio-émotionnel et l'autonomie des élèves doit être une composante essentielle de leur éducation, tandis que des services coordonnés en liaison avec les écoles doivent être mis en place pour répondre à leurs besoins en termes de développement physique et de santé mentale. Ceci suppose que la formation et le développement professionnels des enseignant·e·s soient centrés sur l'apprentissage socio-émotionnel et la santé mentale. Lorsque l'apprentissage à distance s'avère nécessaire, il est possible de mettre en œuvre des stratégies d'apprentissage collaboratif et d'offrir aux élèves une série de projets centrés sur les compétences sociales et émotionnelles en lien avec la crise.



### Encadré 1. OCDE : exemples d'initiatives nationales pour assurer la continuité et la relance de l'éducation

Durant la pandémie, la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE a soutenu les pays membres et partenaires en mettant à leur disposition une série de ressources et de publications pouvant être consultées sur sa [plateforme d'information dédiée à la pandémie](#). Ce département a également fourni aux pays un [espace international](#) pour partager leurs réponses et initiatives en regard de la pandémie.

La plupart des pays se sont efforcés d'assurer la continuité de l'apprentissage durant la crise de la Covid-19, en proposant généralement des ressources pour la formation en ligne et en demandant aux enseignant·e·s de rester responsables de leurs classes. Trois approches pour maintenir ouvertes les écoles ou assurer leur réouverture peuvent être mises en avant :

Au Japon, les écoles sont restées ouvertes durant la majeure partie de la pandémie. Le pays a mis en place des mesures de sécurité pour le personnel et les élèves : éviter les espaces fermés, les contacts rapprochés et les lieux surpeuplés. Le Japon, qui n'a enregistré que 11 cas de transmission dans les écoles (à la date du mois de septembre 2020), résume sa politique comme suit : « Assurer autant que possible l'apprentissage des enfants quelle que soit la situation épidémiologique ». Les écoles japonaises ont pris des mesures telles que la fréquentation en alternance, l'adaptation des horaires et la réorganisation des congés scolaires. Les périodes durant lesquelles l'enseignement à distance est devenu prioritaire n'ont duré que peu de temps et les écoles ont continué à assurer à la fois un enseignement académique et socio-émotionnel. En termes de reprise, le Japon dispense un enseignement complémentaire aux enfants identifiés comme accusant un retard, en prévoyant principalement du personnel supplémentaire dans les écoles : des effectifs supplémentaires pour les élèves de terminale devant passer des examens et des instructeur·rice·s pour assister les enseignant·e·s en charge des autres élèves. À cette fin, le ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT) a engagé des enseignant·e·s à la retraite, des étudiant·e·s universitaires, du personnel travaillant dans des ONG actives dans le domaine de l'éducation, ainsi que des membres de la communauté. Du personnel de soutien, des conseiller·ère·s scolaires et des travailleur·euse·s sociaux·ales ont également été embauché·e·s pour apporter un soutien supplémentaire à la santé mentale des élèves. Plus d'informations [ici](#) et [ici](#).

En France, après la fermeture des écoles pour la quasi-totalité des élèves durant la « première vague » de la pandémie, la continuité de l'apprentissage a pu être assurée grâce à l'ouverture et à l'expansion des [infrastructures d'apprentissage numérique préexistantes](#) et au soutien de [conseiller·ère·s en éducation numérique](#) travaillant avec les enseignant·e·s, les responsables d'établissement scolaire et diverses autres parties prenantes pour le déploiement rapide de solutions pour assurer la poursuite de la scolarisation. À la date du mois de mars 2021, les écoles étaient ouvertes depuis septembre 2020, indépendamment de la situation de la pandémie, avec des protocoles sanitaires stricts : séparation physique entre élèves de classes différentes, port du masque obligatoire pour les enseignant·e·s et les élèves de plus de dix ans, désinfection des mains (contrôles possibles), désinfection et ventilation régulières des classes et des espaces communs, protocoles spécifiques pour les cantines scolaires, les récréations, les internats, éducation physique et musicale, dépistage prioritaire des enseignant·e·s et des élèves. Ce [protocole](#), implanté avec des adaptations en fonction des écoles, prévoit une consultation des enseignant·e·s en première ligne. Les enseignant·e·s reconnu·e·s comme vulnérables ont télétravaillé durant la période de la pandémie.

Le Chili, outre les ressources pour l'apprentissage numérique et les programmes de formation diffusés à la télévision ou à la radio, a décidé de mettre en place un plan de réouverture des écoles par étapes, centré sur la santé – volontaire (pour les écoles et les parents) et progressif (avec priorité aux 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> années). En accord avec le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation a fourni un protocole sanitaire (désinfection, port du masque obligatoire, distanciation physique, horaires en alternance, etc.) à mettre en place par les écoles en fonction de leur contexte. Il s'agissait de fournir à la communauté scolaire (élèves, parents et enseignant·e·s) des informations concernant les mesures, ainsi qu'un programme d'orientation pour les enseignant·e·s et le personnel.

Compte tenu de la situation, le ministère a fourni aux écoles un nouveau plan pédagogique privilégiant certains aspects du programme d'études et certains outils permettant d'identifier les besoins d'apprentissage des élèves en lecture et en mathématiques, de même que leur situation socio-émotionnelle.

L'équité reste au centre des réponses de nombreux pays, qui ont reconnu que la pandémie pouvait avoir un impact différent sur les élèves moins favorisé·e·s, résidant en zones rurales ou plus vulnérables pour d'autres raisons. L'objectif était de rééquilibrer l'égalité des chances en ciblant des mesures en lien avec la nutrition, la technologie ou le soutien social aux élèves et aux familles qui en avaient le plus besoin.

Dans l'État de São Paulo, au Brésil, une des premières mesures du ministère de l'Éducation a concerné la nutrition. En général, les écoles publiques offrent chaque jour un repas gratuit à l'ensemble des élèves. Mais durant la fermeture des écoles, le ministère d'État a décidé de cibler les élèves en situation d'extrême pauvreté et de lancer le programme de soutien social « Merenda em Casa » visant à fournir de la nourriture aux élèves du quintile le plus bas dans la répartition des revenus, en transférant une allocation en espèces via la plateforme PicPay. Pour les élèves qui ne bénéficient pas de la « Bolsa Familia », le gouvernement a mis en place un programme de transfert de liquidités, auxquelles viennent s'ajouter les dons de Comunitas, une organisation sans but lucratif, qui promeut les partenariats public-privé. Le ministère a également créé un groupe de travail chargé d'entrer en contact téléphonique avec les parents des élèves « hors d'atteinte », ou par tout autre moyen tel que les visites à domicile, après signalement de leur décrochage scolaire par les enseignant·e·s (plus d'informations [ici](#)).

En Colombie, le gouvernement national a créé une plateforme de ressources d'apprentissage pour téléphone portable ([movil.colombiaprende](#)) et a publié un décret demandant aux opérateurs de téléphonie mobile de permettre un accès gratuit à des services et sites web d'éducation spécifiques (voix et données). Le gouvernement a conclu un accord avec les opérateurs de téléphonie mobile et les fournisseurs d'accès à Internet garantissant que tou·te·s les citoyen·ne·s puissent accéder à des contenus éducatifs et des directives, notamment les ménages disposant de peu de revenus, avec un plafond fixé à 20 USD. En Corée, en coopération avec le ministère des Sciences et des TIC, Statistics Korea, les autorités locales, 17 bureaux métropolitains et provinciaux de l'éducation et plusieurs entreprises privées, le ministère de l'Éducation a fourni des appareils numériques et a pris en charge les frais d'abonnement à Internet pour les élèves issu·e·s de milieux défavorisés afin de permettre à l'ensemble des élèves de suivre les cours en ligne dans tout le pays. Tou·te·s les étudiant·e·s qui sollicitent des appareils numériques peuvent les louer sans frais. Au mois d'avril 2021, 5,3 % de l'ensemble des élèves (280.000) avaient loué des appareils numériques (plus d'informations [ici](#)).

Les pays de l'OCDE sont nombreux à avoir mis en place des plateformes en ligne proposant des ressources d'apprentissage, mais ont ajouté des programmes d'enseignement télévisés et radiophoniques, ou autres, pour s'adapter à des technologies plus accessibles dans différentes régions de leur territoire. La plupart de ces infrastructures s'adressent à des utilisateur·rice·s potentiellement différent·e·s (élèves, enseignant·e·s, parents). Les infrastructures multimodales sont donc devenues une caractéristique des plateformes d'apprentissage numérique pendant la pandémie. Ces dernières pourraient peut-être inspirer la prochaine génération d'infrastructures.

Le Mexique s'est appuyé sur sa longue expérience de l'enseignement télévisé (Telesecundaria) pour développer le programme [Aprende en casa](#), basé principalement sur la diffusion de contenus audiovisuels via un réseau de chaînes de télévision ou en continu via les plateformes en ligne. Les contenus ont été étendus de l'enseignement secondaire à tous les niveaux de l'éducation et ont été diffusés à des heures spécifiques pour chaque niveau, complétés par des activités d'apprentissage et des questions d'évaluation disponibles en ligne ou en version imprimée dans les régions défavorisées dépourvues d'accès à Internet. Le programme *Aprende en casa* a également assuré la fourniture de 300.000 supports pédagogiques imprimés aux élèves des communautés rurales et isolées sans accès à Internet et a développé, en parallèle, une stratégie radiophonique spéciale pour atteindre les élèves des communautés autochtones.

Plusieurs initiatives similaires ont pu être observées dans les pays à revenu faible et intermédiaire. En Inde, par exemple, l'État du Madhya Pradesh a développé des programmes numériques et non numériques dans le cadre

de la campagne « #ab padhai nahi rukegi » ([l'apprentissage ne s'arrêtera pas](#)) pour assurer la continuité de l'apprentissage durant la fermeture des écoles. Les programmes non numériques adressés aux élèves comportent des leçons diffusées à la radio pour les classes de primaire, des programmes de télévision scolaire pour les classes de secondaire, auxquels viennent s'ajouter des manuels, des feuilles de travail et des interactions individuelles avec les enseignant·e·s pour toutes les classes. La composante numérique, le « Digital Learning Enhancement Programme » (DigiLEP) propose du matériel d'apprentissage sélectionné pour toutes les classes via des groupes WhatsApp. Le programme numérique de formation des enseignant·e·s CM RISE soutient le développement professionnel des enseignant·e·s en ligne. Une application, TopParent, a été créée pour aider les parents à suivre l'apprentissage des élèves de primaire. Des initiatives basées sur des plateformes multimodales ont été développées dans d'autres États indiens ([Nagaland](#)) et d'autres pays ([Pakistan](#) ou [Pérou](#)).

Ces initiatives ne se limitent pas uniquement aux pays à revenu faible et intermédiaire : la [Lettonie](#), la France ou l'Espagne ont adopté une approche similaire. En Espagne, le ministère de l'Éducation a lancé un portail web, Aprendo en casa ([J'apprends à la maison](#)), proposant des ressources éducatives de qualité, des formations en ligne, des outils et des applications pour les enseignant·e·s, les familles et les élèves. Un partenariat avec la télévision nationale a permis de diffuser cinq heures de programmes éducatifs tous les matins de la semaine scolaire, pouvant être visionnés en différé sur le portail et utilisés comme ressources d'apprentissage par les enseignant·e·s.

Dans plusieurs pays, les enseignant·e·s ont joué un rôle essentiel dans le développement de solutions pour assurer la continuité de l'apprentissage. En Finlande, Yle, la société nationale de radiodiffusion, a créé une petite équipe interne chargée de sélectionner les ressources pouvant s'avérer utiles pour l'apprentissage à distance. Yle a ouvert un compte Facebook pour les enseignant·e·s « proactif·ive·s », identifié·e·s et invité·e·s en visitant les groupes d'enseignant·e·s finlandais·es les plus populaires sur Facebook. Il a été demandé aux enseignant·e·s de tester et d'améliorer le service. En quelques jours, il·elle·s ont lancé un nouveau service, Yle Etäkoulu ([Yle école à distance](#)), pour diffuser ces ressources pédagogiques. Les enseignant·e·s ont en permanence fourni des commentaires instantanés pour expliquer ce qu'il·elle·s avaient compris ou pas, ce qui leur avait semblé utile ou ce qui leur avait manqué. La participation des enseignant·e·s à la définition du programme télévisé a permis de continuellement l'améliorer et de renforcer sa pertinence. En Corée, après consultation du ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme, le gouvernement a assoupli temporairement les règles en matière de droits d'auteur pour permettre aux enseignant·e·s de produire des cours en ligne en s'appuyant sur des contenus existants. Par ailleurs, un site web appelé « [School-On](#) » a été créé pour mettre à la disposition des enseignant·e·s une plateforme leur permettant d'échanger et partager des informations scolaires et des cours en ligne créés par eux·elles-mêmes. 58,4 % des contenus ont été créés par des enseignant·e·s.

Les edcamps qui, organisés bénévolement par des enseignant·e·s, leur permettent de mener leurs propres expériences de formation, offrent un exemple du type de développement professionnel qui a vu le jour durant la pandémie. Ils reposent sur le principe selon lequel les enseignant·e·s peuvent apprendre les un·e·s des autres pour renforcer leurs compétences professionnelles en vue d'améliorer les résultats de leurs élèves. Depuis mars 2020, les edcamps en ligne ont permis à un grand nombre d'enseignant·e·s de partager et connaître leurs expériences de l'enseignement à distance durant la crise de la Covid-19, comme en [Ukraine](#) ou aux [États-Unis](#). Edcamp Ukraine a organisé un edcamp en ligne « High Five for Education ». Aux États-Unis, Digital Promise a organisé une série d'edcamps en ligne sous le nom générique Powerful Learning at Home ». En Belgique néerlandophone, [KlasCemens](#) offre un bon exemple de réseau d'enseignant·e·s soutenu par le gouvernement. Mis sur pied en 1998, il est conçu comme « une communauté créée pour et par les enseignant·e·s », s'adressant aux enseignant·e·s de tous les niveaux de l'éducation, y compris la formation des adultes et les centres de formation des futur·e·s enseignant·e·s. Un projet similaire, une plateforme créée pour et par les enseignant·e·s, a été lancé en Angleterre, au Royaume-Uni ([National Oak Academy](#)) et en Corée ([Let's Go to School](#)). Ce modèle continuera à jouer un rôle prépondérant dans le cadre de la reprise.

Durant la pandémie, les parents ont davantage participé à l'apprentissage scolaire de leurs enfants. De nombreuses initiatives ont reposé sur cette idée durant la pandémie. Ce fut notamment le cas pour l'éducation de

la petite enfance. À [Maranhão \(Brésil\)](#), un programme d'État a cherché à sensibiliser les parents en développant un programme d'engagement familial proposant des idées concrètes pour encourager l'apprentissage de leurs jeunes enfants en interagissant avec eux dans la vie quotidienne et durant les tâches ménagères. En Colombie, [My Hands Teach You](#) offre un exemple de collaboration entre les services publics qui encouragent le développement holistique des jeunes enfants et qui prévoient des interventions pédagogiques, nutritionnelles, sanitaires et psychosociales. Ce programme s'adresse à toutes les familles ayant à leur charge des enfants vulnérables âgés de 0 à 5 ans (et aux femmes enceintes), via une approche multimodale allant de panneaux d'affichage aux ressources en ligne, en accordant la priorité à celles qui en ont le plus besoin. Aux États-Unis, la plateforme [Wide Open School](#) a offert aux éducateur·rice·s et aux familles des ressources visant à développer les compétences techniques disciplinaires, mais aussi la créativité, l'esprit critique et les compétences socio-émotionnelles à tous les niveaux, tandis que d'autres se sont limitées à soutenir les activités d'apprentissage familiales et informelles. Outre le fait d'offrir un accès à des ressources sélectionnées, la plateforme propose également un calendrier quotidien pour aider les élèves et les familles à équilibrer leurs activités.

Le programme de tutorat anglais [National Tutoring Programme](#), qui aide les écoles à engager des équipes d'accompagnement pour apporter un soutien intensif à leurs élèves, a pour objectif de rattraper les retards d'apprentissage. Les partenaires sont accrédité·e·s par le programme qui, tout en étant flexible dans sa mise en œuvre, s'appuie sur des initiatives de tutorat précédentes ayant fait leurs preuves.

Durant la première vague de la pandémie, la collecte de données statistiques représentatives et fiables concernant l'éducation s'est avérée étonnamment limitée. À la date du mois de mars 2021, la France, l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume-Uni et les États-Unis semblaient être les seuls pays membres de l'OCDE à avoir collecté suffisamment de données représentatives pour disposer d'un aperçu général de l'expérience éducative durant la pandémie. Il est à espérer que des informations plus fiables pourront être collectées concernant la deuxième vague et ses effets.

# Une reprise en faveur d'une éducation efficace et équitable

La crise a réduit les opportunités d'apprentissage et de progression pour la plupart des élèves durant la fermeture des établissements scolaires. Un grand nombre d'enquêtes menées auprès des enseignant·e·s révèlent la crainte de voir les écarts se creuser durant la crise entre élèves performants et moins performants, entre élèves issu·e·s de milieux socio-économiques favorisés et défavorisés et parmi les autres groupes à risque. Dans le même temps, la pandémie a amené les écoles et les enseignant·e·s à se livrer à une multitude de petites innovations et d'expérimentations, ainsi qu'au développement de nouvelles infrastructures d'apprentissage. Les enseignant·e·s ont commencé à tirer des enseignements de cette nouvelle situation. Les systèmes éducatifs peuvent apprendre de ces évolutions pour devenir plus efficaces et plus équitables. Dans toutes les sociétés, la pandémie a révélé l'importance des capacités de première ligne et des initiatives en faveur du changement à chaque échelon du système. Les programmes de relance de l'éducation doivent accorder une place centrale au soutien à apporter à une communauté enseignante activement engagée dans la mise en place d'environnements d'apprentissage et de politiques publiques, dans l'avancement de la pratique professionnelle et dans la création d'une organisation du travail plus efficace. Cela nécessitera une répartition efficace du leadership des enseignant·e·s, combinant l'autonomie professionnelle, la confiance dans le professionnalisme des enseignant·e·s, la collaboration, le soutien approprié et une culture encourageant l'apprentissage et l'engagement à tous les niveaux des systèmes éducatifs et à tous les niveaux de l'expérience des enseignant·e·s.

## **Principe 6. Apporter un soutien ciblé pour répondre aux besoins éducatifs, sociaux et émotionnels des élèves.**

Les pays doivent, de manière parfaitement réfléchie, mettre tout en œuvre et engager des ressources pour apporter un soutien ciblé supplémentaire aux élèves, afin de pallier la diminution des opportunités d'apprentissage à laquelle sont confrontés certains groupes. La relance de l'éducation offre aux pays la possibilité de développer des stratégies pour s'assurer que le milieu socio-économique, le genre, l'ethnicité, le statut migratoire, les capacités et le lieu de résidence des élèves ne déterminent ni leur accès à l'éducation de qualité ni leurs résultats scolaires. Tou·te·s les élèves doivent continuer à bénéficier d'un programme d'études suffisamment étoffé et équilibré, adapté à leurs besoins d'apprentissage. Un grand nombre nécessiteront un soutien dans le cadre de leurs besoins sociaux et émotionnels. Le soutien ciblé peut prendre différentes formes : encadrement de petits groupes pendant ou après l'école, cours d'été, conseils à des élèves spécifiques en fonction de leurs besoins sociaux et émotionnels, insistance sur l'apprentissage coopératif et métacognitif et sur les interventions dans le langage oral ou d'autres formes d'interventions pédagogiques s'appuyant sur des études fondées et jugées appropriées dans le contexte local. Ces interventions doivent prendre en considération que les écoles sont à la fois des points de ralliement sociaux qui contribuent au développement des compétences socio-émotionnelles et au bien-être des élèves et des lieux centraux de leurs communautés locales. De nouvelles interventions et approches peuvent également être déployées avec l'engagement des écoles au sein de leurs communautés.

**Principe 7. Concevoir une infrastructure d'apprentissage numérique performante avec les enseignant·e·s et les parties prenantes.**

La pandémie a montré que les systèmes éducatifs nécessitaient une infrastructure d'apprentissage numérique performante. Celle-ci doit être développée et mise en place en collaboration avec la profession enseignante. Pour être efficaces et inclusives, les plateformes numériques doivent proposer des ressources utiles à l'apprentissage au sein et en dehors de l'école, permettant, du moins en partie, de lutter contre les inégalités qui compromettent la scolarisation d'un grand nombre d'élèves et d'améliorer l'efficacité de l'apprentissage pour tou·te·s. Au-delà des systèmes de gestion de l'apprentissage et des plateformes de ressources pédagogiques de qualité permettant de soutenir l'enseignement et l'apprentissage à l'école et à domicile, cette infrastructure peut comporter des ressources numériques basées sur les dernières avancées des technologies numériques. Exemple, les systèmes de tutorat intelligents pourraient soutenir l'acquisition individualisée des connaissances procédurales dans certaines matières, tandis que les ressources numériques pourraient fournir aux enseignant·e·s des informations concernant leur enseignement et l'apprentissage des élèves, faciliter leur engagement continu dans la formation et favoriser leurs interactions sociales avec leurs pairs et leurs enseignant·e·s. Cette nouvelle infrastructure d'apprentissage doit être conçue conjointement avec les enseignant·e·s et les élèves et permettre aux enseignant·e·s d'améliorer l'apprentissage et le soutien de leurs élèves. Utiliser des solutions technologiques pouvant facilement fonctionner entre elles (interopérabilité), permettre aux enseignant·e·s et aux parties prenantes pertinentes de contribuer aux ressources d'apprentissage (apport commun) et impliquer tout le monde dans la sélection de ces ressources (sélection commune) seront également des facteurs déterminants pour assurer la performance d'une infrastructure numérique. L'évaluation et l'assurance de la qualité de cette infrastructure doivent être accompagnées de critères technologiques transparents pour les prestataires et s'appuyer essentiellement sur les avis des enseignant·e·s, des élèves et des communautés scolaires.

**Principe 8. Donner aux enseignant·e·s les moyens d'exercer leur professionnalisme et leur offrir des opportunités de formation professionnelle.**

Un grand nombre d'enseignant·e·s ont répondu à la pandémie en assurant en temps opportun leur propre développement professionnel, malgré le fait que, avant la pandémie, leur point de vue était que l'utilisation de la technologie dans le cadre de l'enseignement représentait une priorité majeure pour leur développement professionnel. Un grand nombre d'engagements innovants et créatifs pour l'apprentissage ont vu leur jour, mettant en lumière le potentiel futur des approches pédagogiques basées sur les TI. Autre leçon à tirer de la pandémie, les enseignant·e·s ont besoin de se sentir habilité·e·s à exercer leur professionnalisme pour l'utilisation des technologies dans le cadre de leur enseignement. Cela suppose également l'intégration de la technologie dans tous les programmes de formation des enseignant·e·s, des plateformes plus collaboratives et des projets d'apprentissage professionnel permettant aux enseignant·e·s de développer leurs compétences pédagogiques numériques via un processus d'apprentissage par les pairs. La plupart des syndicats ont assuré le développement professionnel de leurs membres virtuellement durant la pandémie, reflétant ainsi une de leurs activités fondamentales, celle qui consiste à proposer des formations efficaces et particulièrement utiles.

Cette leçon a des implications plus larges pour la profession enseignante. Les juridictions et les autorités éducatives, en collaboration avec les enseignant·e·s, leurs organisations et toute autre partie prenante pertinente, doivent envisager une stratégie systémique pour la formation et le développement professionnel des enseignant·e·s, basée sur les enseignements tirés de la pandémie. Ceci devrait amener à ce que les multiples rôles professionnels des enseignant·e·s, à la fois instructeur·rice·s, entraîneur·euse·s, accompagnateur·rice·s, pairs et facilitateur·rice·s, soient pleinement reconnus, récompensés et acceptés. En tant que principaux·ales agent·e·s actif·ive·s du changement, les

enseignant·e·s et les responsables d'établissement scolaire peuvent créer eux·elles-mêmes un environnement professionnel laissant une place à l'exercice de leur autonomie, à la collaboration avec les pairs et à l'apprentissage professionnel continu.

**Principe 9. Encourager une culture collaborative de l'innovation en partenariat avec les communautés scolaires.**

De nombreux enseignements peuvent être tirés des partenariats innovants et collaboratifs entre les gouvernements, la profession enseignante au niveau de l'école, les organisations qui la représentent et les autres parties prenantes de l'éducation qui ont vu le jour durant la pandémie. L'esprit de ces partenariats doit se poursuivre et évoluer vers une culture de l'innovation résultant de la crise, avec la même approche ouverte et constructive pour améliorer les résultats scolaires et l'équité pour tou·te·s. Une culture de l'innovation repose sur l'apprentissage au niveau individuel, organisationnel et systémique, impliquant des processus d'aval en amont et d'amont en aval, ainsi qu'une collaboration et un apprentissage ciblés. En présence d'une direction efficace, l'autonomie professionnelle, les ressources de soutien et la collaboration permettent ensemble de garantir que les bonnes pratiques deviennent une culture au sein des systèmes. Les juridictions et les autorités éducatives doivent considérer les enseignant·e·s, le personnel de soutien et leurs organisations comme des partenaires à part entière dans la création des conditions propices à la relance et dans le maintien de cette culture de l'innovation. Certains aspects de cette culture de l'innovation pouvant être étudiés en collaboration à l'échelle nationale et internationale pourraient être axés sur les points suivants : nouvelles façons de combiner enseignement et apprentissage présentiels et distanciels, nouvelles approches de l'organisation de la scolarisation et de la conception du rôle des enseignant·e·s, nouvelles façons d'intégrer la technologie afin d'offrir aux enseignant·e·s plus de temps pour mieux soutenir l'apprentissage cognitif et socio-émotionnel de leurs élèves.

**Principe 10. Tirer des enseignements des études nationales et internationales.**

Réussir la reprise de l'éducation ne sera possible qu'en appliquant les leçons tirées de la pandémie, une fois celle-ci terminée. Il est essentiel de pouvoir s'appuyer sur ce qui a fonctionné et de ne pas reproduire les échecs. La relance doit être adaptée au nouveau contexte de l'éducation dans le monde d'après la pandémie, en veillant à bien comprendre les opportunités et les défis au lendemain de la crise sanitaire. Ces leçons doivent reposer sur des études fondées, émanant de diverses sources, qu'il s'agisse des élèves, des parents, des enseignant·e·s ou des responsables politiques, en appliquant des méthodologies à la fois qualitatives et quantitatives. La reprise de l'éducation dépend de nombreux facteurs, mais l'élément central consiste à bien comprendre pourquoi certaines stratégies ont fonctionné et d'autres pas. Au sein des systèmes éducatifs, toutes les parties prenantes doivent intégrer et utiliser les études nationales et internationales pour assurer l'amélioration continue de l'éducation et de l'apprentissage, auxquelles doivent s'ajouter les données factuelles tirées des réformes de l'éducation, des initiatives et des recherches menées dans d'autres pays. Si les recherches dans le domaine de l'éducation peuvent apporter aux professionnel·le·s et aux responsables politiques des éléments probants et solides pour démontrer ce qui fonctionne ou pourrait fonctionner, une leçon à tirer de la pandémie est que les systèmes éducatifs doivent renforcer et diversifier la collecte de leurs données et leurs processus d'analyse pour pouvoir disposer plus rapidement d'informations concernant l'apprentissage des élèves, leur bien-être et celui des enseignant·e·s, et mieux connaître les élèves issu·e·s de milieux défavorisés. Il sera essentiel de mesurer l'efficacité des programmes de relance dans l'ensemble du système, en impliquant tous les secteurs de l'éducation et toutes les parties prenantes.

## Encadré 2. IE : exemples d'initiatives des organisations d'enseignant·e·s pour assurer la continuité et la relance de l'éducation

Durant la pandémie, l'IE et ses organisations membres se sont attelées à maintenir un accès équitable à l'éducation pour tou·te·s les élèves. Quelques exemples d'initiatives prises par l'IE pour aider les enseignant·e·s et leurs organisations à faire face aux impacts de la pandémie sont présentés ci-après. L'IE a commencé par mener une [enquête](#) pour connaître les réponses apportées à la crise par les enseignant·e·s et leurs organisations, ainsi que les mesures prises pour assurer la continuité de l'éducation. L'IE a également publié une série de documents, notamment [En avant avec l'école](#), présentant cinq piliers d'orientation pour la réouverture des écoles et contenant plusieurs exemples d'innovations, entre autres des exemples de dialogue social et politique ayant conduit à une prise de mesures efficaces pour la réouverture des écoles.

Il est désormais clair que, au moment où les élèves reprennent le chemin de l'école, il importe d'évaluer leurs besoins pour pouvoir cibler les ressources et le soutien à leur apporter. Les plus défavorisé·e·s d'entre eux·elles sont susceptibles de rencontrer plus de difficultés pour accéder à l'apprentissage à distance et probablement plus de problèmes sur le plan émotionnel. Raisons pour lesquelles, l'IE a soutenu le principe des audits d'équité systémiques dans l'ensemble de sa publication [Audit de l'équité dans l'éducation à la lumière de la pandémie de Covid-19](#). Le [Cadre mondial en matière de normes professionnelles pour l'éducation](#), développé par l'IE en collaboration avec l'UNESCO en 2019 permettra également de nourrir les débats entourant la reprise.

Au niveau national, les organisations d'enseignant·e·s, travaillant en partenariat avec les juridictions pour assurer la continuité de l'éducation durant la pandémie et formuler des propositions politiques pour la reprise de l'éducation, offrent des [exemples](#) intéressants qui illustrent la pensée sous-jacente à ces principes.

En Afrique du Sud, le syndicat de l'éducation SADTU collabore avec le gouvernement pour réduire la taille du programme d'études, préparer les plans d'enseignement annuels, mener des évaluations dans les écoles et organiser leur fermeture/réouverture.

Aux États-Unis, l'*American Federation of Teachers* et la *National Education Association* ont proposé une approche commune de l'apprentissage au-delà de la Covid-19 (voir [ici](#) et [ici](#)), centrée sur cinq priorités : évaluation du bien-être et de la réussite scolaire des élèves ; réponse aux besoins des élèves les plus défavorisé·e·s ; apprentissage, enrichissement et reconnexion d'ici l'été 2021 et au-delà ; équité ; et excellence. La publication renvoie aux initiatives développées au niveau de l'État en tant que modèles possibles pour soutenir les élèves. Les exemples sont notamment les suivants : le modèle d'évaluation de la performance de l'enseignement des compétences, déployé en tant que projet pilote approuvé au niveau fédéral par le ministère de l'Éducation du New Hampshire et les directives publiées par le ministère de l'Éducation de Pennsylvanie concernant les services compensatoires pour les élèves n'ayant plus été scolarisé·e·s pendant de longues périodes.

En Irlande, la prestation des services d'éducation durant la pandémie a supposé une participation importante des syndicats de l'éducation, conformément à la législation irlandaise requérant que l'éducation soit « assurée dans un esprit de partenariat entre les écoles, les mécènes, les élèves, les parents, les enseignant·e·s, le personnel des écoles et la communauté... ». Le Conseil national irlandais pour les programmes d'études et les évaluations illustre bien cette approche des parties prenantes et prévoit une représentation importante des syndicats de l'éducation. Dès le début de la pandémie, le ministre de l'Éducation et des Compétences a créé un groupe de parties prenantes « Covid », réunissant les syndicats de l'éducation ASTI, INTO et TUI, qui s'est tout d'abord chargé de développer des directives pour les écoles concernant l'enseignement et l'apprentissage à distance, notamment pour les élèves ayant des besoins spéciaux, en accordant la priorité au bien-être et aux conseils. En mai 2020, le groupe s'est penché sur les examens de fin d'études, annulés en raison de la crise sanitaire. Le groupe a ensuite collaboré étroitement avec l'Unité des évaluations et des programmes d'études et la Commission des examens d'État, en vue de développer un modèle de notation prédictive avec possibilité de passer les examens en novembre. Ce modèle a été étendu à 2021. Une des principales caractéristiques de l'expérience irlandaise de



la participation des parties prenantes a été la possibilité donnée aux élèves de faire entendre leur voix : le syndicat irlandais des élèves du secondaire a rejoint le groupe des parties prenantes, où il a joué un rôle décisif dans les choix à faire pour les évaluations finales.

Au Japon, le *Japanese Teachers Union* (JTU) a travaillé avec le ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports, des Sciences et de la Technologie (MEXT) pour assurer la continuité de l'éducation de qualité durant la pandémie et a participé au plan de relance de l'éducation. Les écoles sont ouvertes depuis le mois de juin 2020, et lorsque l'apprentissage à distance s'est avéré nécessaire, la fermeture des écoles a été le plus souvent de courte durée. Le gouvernement a alloué des budgets à chaque école afin de pouvoir prendre des décisions concernant les dépenses, en fonction des besoins des enfants et des éducateur·rice·s. Le budget des écoles, décrit comme discrétionnaire par le JTU, s'élève au total à 74 milliards de yens. La Diète nationale a légiféré en vue de réduire la taille des classes de 40 à 35 élèves, du grade 2 au grade 6 dans les écoles élémentaires.

En Argentine, le gouvernement a signé une convention collective avec la CTERA, une organisation membre de l'IE, en juin 2020. Celle-ci vise à restructurer le travail des écoles durant les confinements, en mettant l'accent sur le télétravail. Cette convention est la première de sa catégorie. Le travail effectué durant une quarantaine y est officiellement reconnu comme étant un « travail d'enseignement dans un contexte virtuel extérieur, dispensé dans des environnements ne faisant pas partie du système éducatif ». Les dispositions prévoient également une reconnaissance de la nécessité de ne pas surcharger le personnel des écoles dans des circonstances exceptionnelles, en respectant l'équivalence des heures de travail normales et en incluant un « droit à la déconnexion », un élargissement des activités de formation des enseignant·e·s avec l'aide des syndicats et la garantie que les charges administratives n'empiètent pas sur le temps consacré au développement et à l'enseignement des contenus pédagogiques.

Les syndicats de l'éducation ont proposé à leurs membres des formations professionnelles, des programmes de développement et des conseils durant la pandémie. Au Royaume-Uni, le NEU a créé une [plateforme pour la formation à distance](#) couvrant des domaines tels que la création d'environnements d'apprentissage positifs en ligne, l'approche des questions techniques, la gestion des problèmes comportementaux à distance et le développement du questionnement et du dialogue dans les classes à distance. Le syndicat a également intégré en ligne son [programme](#) national de développement professionnel continu (DPC) pour ses membres. La NASUWT organise des webinaires pour ses membres, centrés sur les différentes méthodes d'apprentissage à distance sûres et efficaces. Son [matériel](#) couvre des questions telles que l'utilisation des technologies, les avantages relatifs des approches synchrones et asynchrones, les attentes réalistes quant à ce qui peut être fourni à distance, la protection des données, le respect de la vie privée et la gestion de la charge de travail.

Au Danemark, le décret relatif à l'enseignement d'urgence, adopté en raison de la pandémie, a été élaboré en collaboration avec les syndicats de l'éducation. Grâce à la longue tradition de dialogue social et politique du pays et à la grande confiance qui règne entre le gouvernement et les syndicats de l'éducation, les méthodes d'enseignement alternatives et le retour à l'école ont fait l'objet de négociations intensives et d'un accord qui ont permis à ce décret d'être promulgué moins d'une semaine après la fermeture des écoles. Les syndicats de l'éducation sont également invités à participer au plan de relance du Danemark, ainsi qu'au dialogue dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne qui s'appliquera à l'ensemble des États membres de l'UE. Les principaux thèmes de discussion du syndicat concernant la relance, tirés de son expérience de la pandémie, sont notamment la reconnaissance de l'interconnexion entre bien-être et résultats scolaires, l'importance cruciale de soumettre la technologie à un contrôle professionnel et la nécessité de disposer de lignes directrices contextuelles claires des autorités sanitaires, de prévoir des journées scolaires moins longues et de réduire la taille des groupes d'élèves. De même, le gouvernement finlandais et le syndicat de l'éducation OAJ s'accordent à dire que le bien-être des élèves, l'isolement et le stress sont désormais des questions fondamentales et qu'il est urgent de reprendre l'enseignement présentiel.

En Écosse (Royaume-Uni), un groupe pour la relance de l'éducation, le CERG, a été formé au début de la pandémie, auquel participent les représentant·e·s de plusieurs entités (Education Institute of Scotland, divers autres syndicats, Scottish General Teaching Council, autorités locales et organisations de parents). Bien qu'il

appartienne au gouvernement écossais de prendre les décisions, le CERG reste un forum important pour orienter les réponses du système éducatif à la pandémie. Il se réunit chaque semaine et est présidé par le vice-Premier ministre. Le CERG formule des conseils concernant les mesures de prévention dans les écoles, la santé et la sécurité et reçoit régulièrement des informations et des données scientifiques concernant les écoles. Il joue aussi le rôle de centre d'échange d'informations concernant les systèmes d'apprentissage à distance et les plans de réouverture progressive des écoles. L'Écosse a réalisé des investissements considérables dans les nouveaux postes d'enseignement et les équipements informatiques pour les élèves issu·e·s de milieux plus pauvres. Les parents et les élèves se sont déclarés satisfaits des services d'apprentissage à distance durant le deuxième confinement du pays. À la suite de la décision d'annuler les examens traditionnels pour les remplacer par des notes basées sur le jugement professionnel des enseignant·e·s, un comité intersectoriel a été chargé de superviser un modèle de certification alternatif.

En Australie, même si, à la date du mois de mars 2021, le pays avait évité le pire de la pandémie, l'*Australian Education Union* (AEU) a néanmoins estimé que « la période d'enseignement et d'apprentissage à distance prolongée avait mis en lumière le problème crucial du manque d'inclusion numérique pour un grand nombre d'élèves ». Raison pour laquelle le syndicat a commandité une [recherche pour faire le point sur l'accès à Internet des élèves en Australie](#) et déterminer le degré d'inclusion numérique. L'AEU a également demandé de mener des [audits sur l'équité numérique](#) à l'échelon national afin de pouvoir déployer des plans d'action globaux fondés sur des données factuelles qui, selon l'organisation, doivent être définis en consultation avec les syndicats de l'éducation. Le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud, par exemple, a lancé un programme de 337 millions de dollars australiens, visant à apporter un soutien pédagogique supplémentaire pour l'organisation de cours en petits groupes adressés aux élèves éligibles dans chaque école. En Nouvelle-Galles du Sud, l'AEU s'est engagé à collaborer avec le gouvernement pour garantir la mise en œuvre efficace de ce programme.

Plusieurs syndicats de l'éducation (UIL-Scuola/Italie et NEU/Royaume-Uni) ont élaboré leurs propres plans de relance, lesquels servent de base aux négociations avec les autorités.